

MARCHE DE SERVICES - ACCORD CADRE A BONS DE COMMANDE

PT-02-25

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

(CCP)

Le pouvoir adjudicateur : Grand Port Maritime de la Guyane

**Z.I. de Dégrad des Cannes
97354 Rémire-Montjoly**

CCP établi en application du Code de la Commande Publique et du CCAG FCS

Accord-cadre à bons de commande pour le concassage de produits de démolition de béton pour le Grand Port Maritime de la Guyane PT-02-25

La consultation est passée par appel d'offres ouvert en application des articles R 2124-2 et R 2161-1 à R 2161-5 du code de la commande publique

Le mode de passation revêt la forme d'un accord-cadre à bons de commande telle que définie aux articles R 2162-1 à R 2162-6 ; R 2162-13 et R 2162-14 du Code de la Commande Publique.

Table des matières

Article 1 - Objet.....	3
Article 2 – Nature, forme de l'accord cadre, maîtrise d'oeuvre	3
2-1-Allotissement	3
2-2-Nombre d'attributaires	3
2-3-Forme de l'accord-cadre.....	3
2-3-maîtrise d'oeuvre	3
Article 3 – Délais, reconduction et modalités de commande	3
3-1-Délais – Reconduction de l'accord-cadre	3
3-2-Délais d'exécution des bons de commande.....	3
3-3-Définition des prestations et modalités des bons de commandeE	4
Article 4 - Obligations du titulaire	5
4-1-Pièces contractuelles particulières	5
4-2-Pièces contractuelles générales.....	5
4-3-Protection de la main d'œuvre et clause sociale	5
4-3-1-Protection de la main d'œuvre.....	5
4-3-2-Clause sociale	6
4-4-Protection de l'environnement	6
4-5-Assurances.....	6
4-6-Autres obligations	6
4-6-1-Obligations relatives à la sous-traitance.....	6
4-6-2-Confidentialité et sécurité	6
Article 5 – Pénalités.....	8
Article 6 - Prix et règlement.....	9
6-1-ACTUALISATION des prix	9
6-2-Contenu des prix	9
6-3-Modalités de règlement	10
6-3-1-Présentation des demandes de paiement.....	10
6-3-2-Délais de paiement.....	10
6-3-3-Intérêts moratoires.....	10
6-4-Périodicité des paiements	10
6-5-Avance.....	10
Article 7 - Conditions d'exécution des prestations	11
Article 8 - Constatation de l'exécution et garantie.....	11
8-1-Opérations de vérifications-décisions après vérifications	11
Article 9 – Obligations relatives à la protection des données à caractère personnel	11
Article 10- Litiges et contentieux	12
Article 11 - Résiliation de l'accord-cadre	12

Article 1 - Objet

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières concernent l'Accord-cadre à bons de commande pour le concassage de produits de démolition de béton pour le Grand Port Maritime de la Guyane, marché n°PT-02-25.

Article 2 – Nature, forme de l'accord cadre, maîtrise d'oeuvre

2-1-ALLOTISSEMENT

L'accord cadre n'est pas alloti car il s'agit d'une prestation qui représente un ensemble cohérent et unique, pour toute la durée du marché.

2-2-NOMBRE D'ATTRIBUTAIRES

Après mise en concurrence, le présent accord-cadre est attribué à un seul et unique opérateur économique.

2-3-FORME DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre est conclu sans minimum et avec maximum par an de :

Lot unique	Première période		Périodes suivantes	
	Montant Minimum annuel	Montant Maximum annuel	Montant Minimum annuel	Montant Maximum annuel
Accord-cadre à bon de commande	0,00 €	150 000,00 €	0,00 €	150 000,00 €

Le montant total des bons de commande envoyés au titulaire de l'accord cadre au cours d'une période ne peut par conséquent pas dépasser ce montant maximum annuel.

2-3-MAITRISE D'OEUVRE

La maîtrise d'œuvre de cette opération est assurée par le Pole Technique du Grand Port Maritime de la Guyane représenté par Frédéric THEVENON (tel 0594 29 67 19 / f.thevenon@portdeguyane.fr)

Article 3 – Délais, reconduction et modalités de commande

3-1-DELAIS – RECONDUCTION DE L'ACCORD-CADRE

La durée de l'accord-cadre est la période à l'intérieur de laquelle les bons de commande peuvent être lancés. La durée est fixée à 1 An(s) à compter de la date de la notification de l'accord-cadre.

L'accord-cadre est reconductible de manière tacite 3 fois, pour une période de 1 An(s), soit au total une durée maximale de 4 An(s). Dans le cas d'une non-reconduction, l'acheteur notifie sa décision au titulaire 2 mois avant la date de fin de validité de l'accord cadre.

Le titulaire de l'accord cadre ne peut pas refuser la reconduction tacite selon les dispositions de l'article R2112-4 du code de la commande publique.

3-2-DELAIS D'EXECUTION DES BONS DE COMMANDE

L'émission de bon de commande du présent accord-cadre ne peut se faire que pendant la durée de validité de l'accord-cadre.

Leur durée d'exécution ne peut se prolonger au-delà de deux mois après la date limite de validité de l'accord-cadre.

Le délai d'exécution d'un bon débute à la date précisée sur le bon de commande. Leur durée est définie conformément au chapitre B de l'annexe technique.

3-3-DEFINITION DES PRESTATIONS ET MODALITES DES BONS DE COMMANDE

Aucune prestation ne pourra être réalisée sans un bon de commande.

Pour toute demande d'intervention, le Pôle Technique du Grand Port Maritime exprimera son besoin pour :

- Du concassage en précisant un volume théorique à concasser et l'objectif de granularité de la grave de déconstruction à atteindre.
- Une intervention d'engins sur le site de concassage pour agencement des stocks, ou autres.

Cette demande sera notifiée au titulaire par mail.

Dans un délai de 7 jours calendaires, le titulaire proposera en retour un devis pour la réalisation de la prestation basé sur les prix du bordereau de prix du présent accord cadre : Ce devis comportera la désignation, le prix unitaire et la quantité, les libellés et montants seront repris dans le bordereau de prix. Il sera accompagné d'un plan d'organisation de l'aire de stockage.

La prestation sera chiffrée uniquement avec des prix du bordereau issu du présent marché.

Un délai de réalisation détaillant chaque phase et la durée d'utilisation de chaque matériel sera proposé par le titulaire pour la réalisation de la prestation, et pourra être négociés par le Grand Port Maritime.

Les délais de réalisation et la date de démarrage de campagne de concassage seront définis de manière crédible contradictoirement entre l'entrepreneur et le maître d'œuvre.

Après un accord des deux parties sur les modalités d'intervention, le Grand Port Maritime émettra un bon de commande auprès du titulaire sur la base d'un devis complet émis par le titulaire.

Ce bon de commande sera notifié au titulaire par ordre de service qui indiquera les modalités d'interventions (délai et date de démarrage, etc..). Cet ordre de service peut être transmis par mail ou remis en main propre.

IMPORTANT : En cas de besoin défini ou en cas d'urgence, un bon de commande peut être émis par le maître d'œuvre sans nécessité d'émission d'un devis par le titulaire.

Si la transmission a été faite par mail, le titulaire devra accuser réception de l'ordre de service dans le **délai maximum de 2 jours** par retour de mail.

Chaque bon de commande précisera :

- La référence du marché ;
- Le numéro d'engagement juridique ;
- La désignation des prestations ;
- Les quantités commandées ;
- Les prix unitaires et/ou forfaitaires ;
- Le montant de la commande hors taxe;
- Les références du devis ;
- La date et la durée de la campagne de concassage.

Article 4 - Obligations du titulaire

4-1-PIECES CONTRACTUELLES PARTICULIERES

L'accord cadre PT-02-25 est constitué par les documents énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissant :

- L'acte d'engagement (ATTRI 1) et son annexe le bordereau de prix (BP),
- Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP),
- L'annexe technique, annexe 1 au CCP.
- Le SOPRE complété et fourni à la remise des offres.

4-2-PIECES CONTRACTUELLES GENERALES

Les plus récentes prévalant, dans chacune des catégories ci-après, sur les plus anciennes

1. Les normes AFNOR concernant les produits et essais,
2. Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par arrêté du 30/03/2021.

Les pièces générales non jointes au marché, sont réputées parfaitement connues de l'entrepreneur.

Les pièces générales sont celles en vigueur le premier jour du mois de la remise des offres (Mois zéro).

Le présent marché constitué des documents contractuels définis ci-dessus exprime l'intégralité des obligations des parties. Les dispositions du présent marché prévalent sur toute autre.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer au présent marché.

Il en est ainsi sans que cette liste soit exhaustive, des conditions d'achat, des conditions de vente, des conditions figurant sur les factures, des conditions énoncées dans les documents.

4-3-PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CLAUSE SOCIALE

4-3-1-Protection de la main d'œuvre

Le titulaire remet :

- une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.
- une attestation délivrée par l'administration sociale compétente, établissant que le titulaire est à jour de la fourniture de ses déclarations sociales et fiscales, et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, datant de moins de 6 mois.

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

4-3-2-Clause sociale

Ce marché ne contient pas de clause sociale notamment en ce qui concerne l'insertion par le biais de l'emploi.

4-4-PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Le titulaire est engagé dans une démarche de respect et de protection de l'environnement notamment en ce qui concerne la gestion des déchets et la prévention des pollutions.

Un Plan du Respect de l'environnement (**PRE**) devra être tenu à jour sur la base du Schéma Organisationnel fourni à la remise des offres sur la base du cadre type fourni dans le DCE.

Il contiendra à minima :

- Information générale de l'entreprise
- Gestion des déchets ferreux,
- Traitements de nuisances,
- Impact de l'activité sur les éléments,
- En cas d'incident environnement (pollution,...),
- Plan d'alerte et procédure d'intervention.

4-5-ASSURANCES

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations conformément à l'article 9 du CCAG.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

4-6-AUTRES OBLIGATIONS

4-6-1-Obligations relatives à la sous-traitance

Le titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties de l'accord-cadre, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 € TTC. Le titulaire devra joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 4-5 ci-dessus.

4-6-2-Confidentialité et sécurité

a) Obligation de confidentialité

Le titulaire et le pouvoir adjudicateur qui, à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du titulaire ou du pouvoir adjudicateur, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Le cas échéant, le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution de l'accord-cadre. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché.

b) Protection des données à caractère personnel

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données nominatives, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution de l'accord-cadre, les modifications éventuelles demandées par le pouvoir adjudicateur, afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché.

Pour assurer cette protection, il incombe au pouvoir adjudicateur d'effectuer les déclarations et d'obtenir les autorisations administratives nécessaires à l'exécution des prestations prévues par les documents particuliers de l'accord-cadre.

L'article 9 du présent CCAP détaille les obligations de protection des données à caractère personnel.

c) Mesures de sécurité

Le titulaire devra se conformer à la démarche MASE et obtenir toutes les autorisations d'accès au port préalablement à toute intervention sur site.

Le titulaire ne peut prétendre, de ce chef, ni à prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité, ni à supplément de prix, à moins que les informations ne lui aient été communiquées que postérieurement au dépôt de son offre et s'il peut établir que les obligations qui lui sont ainsi imposées nécessitent un délai supplémentaire pour l'exécution des prestations prévues par l'accord-cadre ou rendent plus difficile ou plus onéreuse pour lui l'exécution de son contrat.

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci.

d) Obligations relatives à la démarche MASE :

Depuis le 1er juillet 2016, le GPM-Guyane s'inscrit dans une démarche MASE (Manuel d'Amélioration Sécurité des Entreprises) au titre d'Entreprise Utilisatrice (EU).

Dans ce cadre, tout personnel d'Entreprise Intervenante (EI), c'est-à-dire devant intervenir quels que soient son activité et l'objet de sa visite dans la circonscription du port, sera sensibilisé aux sujets relatifs à la Santé, Sécurité et l'Environnement (SSE). En effet le titulaire devra faire visionner à son personnel une sensibilisation SSE visible sur le site internet du Grand port Maritime de Guyane via le lien <https://portdeguyane.fr/espace-professionnel/acces-au-port/>.

Pour tout renseignement Mme Maureen ROSE-HELENE est à votre disposition :
Téléphone bureau : 0594 29 67 16 / Courriel : m.rose-helene@portdeguyane.fr

e) Accès réglementé au port

Le titulaire devra se conformer aux procédures d'accès au port pour obtenir les autorisations d'entrée provisoires aux zones ISPS.

La procédure étant disponible là : <https://portdeguyane.fr/espace-professionnel/acces-au-port/>

Les badges d'accès sont payants et peuvent être réglés en ligne : <https://portdeguyane.fr/le-paiement-en-ligne-des-prestations-portuaires-est-active/>

Article 5 – Pénalités

5-1-Pénalités de retard

Lorsque la date de démarrage précisée dans le bon de commande est dépassée, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité journalière de retard de 1/500 du montant du bon de commande par jour calendaire de retard.

Lorsque le délai d'exécution du bon de commande est dépassé, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité journalière de retard de 1/200 du montant du bon de commande par jour calendaire de retard.

5-2-Pénalités diverses

En cas de non-respect des engagements contractuels, des procédures d'exécution et/ou des mesures de sécurité (personne différente que le chargé d'opération en réunion de chantier, non-respect des moyens et/ ou du matériels déclarés dans les procédures, présence de personnels non formé MASE sur le chantier, non présentation du PRE, etc...), dès le constat adressé par le maître d'œuvre par voie électronique, le titulaire dispose de 24 heures pour régulariser la situation.

Au-delà de ce délai, il s'expose à une **pénalité forfaitaire de 500,00 €** et par personne qui s'incrémente de **150,00 € par journée calendaire supplémentaire de retard**.

En cas de non port des EPI même partiel ou momentané, l'entreprise encours immédiatement et sur simple constatation du maître d'œuvre à **une pénalité de 100 € pour chaque infraction constatée**.

En cas de non remise des plans topographiques de levé et des détails de calcul des volumes, l'entreprise encours immédiatement et sur simple constatation du maître d'œuvre à **pénalité forfaitaire de 500,00 €** et qui s'incrémente de **150,00 € par journée calendaire supplémentaire de retard**.

En cas de perte du passe (clé), une **pénalité forfaitaire de 2000,00 €** sera appliquée.

En cas d'oubli de fermeture à clé des portails de la zone de concassage, une **pénalité forfaitaire de 500,00 €** sera appliquée.

En cas de non remise des PV d'essais d'identification des granulats, l'entreprise encours immédiatement et sur simple constatation du maître d'œuvre à pénalité forfaitaire de 500,00 € et qui s'incrémente de 150,00 € par journée calendaire supplémentaire de retard.

Ces pénalités seront déduites du montant que le Grand Port Maritime de la Guyane s'est engagé à verser au titulaire en contrepartie de l'exécution des prestations objet de chaque bon de commande.

Article 6 - Prix et règlement

Les prestations de l'accord cadre à bons de commande seront rémunérées sur la base des prix du bordereau de prix forfaitaire et unitaires.

6-1-ACTUALISATION DES PRIX

Les prix sont fermes et actualisables.

Les prix sont actualisables à la notification si le début d'exécution du marché est postérieur de plus de 3 mois au mois zéro, et annuellement à la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre en cas de reconduction.

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres. Ce mois est appelé « mois zéro » (Mo).

L'index de référence I choisi en raison de sa structure pour la révision des travaux faisant l'objet du marché est TP01 : Tous corps d'état.

Les pénalités, retenues et indemnités sont actualisées avec l'index de référence du marché.

Le coefficient d'actualisation C^n applicable pour le calcul d'un acompte et du solde est donné par la formule

$$C^n = I_d - 3 / I_0$$

I_0 = valeur de l'index au mois zéro

$I_d - 3$ = valeur de l'index 3 mois avant la date de notification ou avant la date anniversaire de la notification en cas de reconduction du marché

Dans laquelle I_0 et $I_d - 3$ sont les valeurs prises respectivement au mois zéro et au mois (d-3) par l'index de référence I, sous réserve que le mois d du début d'exécution du marché soit postérieur de plus de 3 mois au mois zéro.

Lorsqu'une actualisation a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre actualisation avant l'actualisation définitive, laquelle intervient sur le premier règlement suivant la parution de l'index correspondant.

6-2-CONTENU DES PRIX

Les prix détaillés dans le bordereau sont hors TVA et comprennent tous frais généraux, les faux frais, impôts, taxes, redevances, cotisations, etc, et d'une façon générale, toutes dépenses nécessaires au complet et parfait achèvement des ouvrages spécifiés dans les documents contractuels, y compris les frais d'essais, d'études, d'implantation, de contrôle et de nettoyage, ainsi que les frais de livraison et autres frais annexes.

6-3-MODALITES DE REGLEMENT

6-3-1-Présentation des demandes de paiement

Conformément à l'article 8 du présent CCP, les paiements pourront intervenir après constatation partielle ou totale du service fait, et si elles ont été demandées après les épreuves de réception.

Le maître d'œuvre utilise la solution progicielle SIS Marché. Avant chaque demande de paiement mensuelle du titulaire, le maître d'œuvre lui remettra un projet de décompte vierge à retourner renseigné. Après réception du projet de décompte renseigné par le titulaire, le maître d'œuvre notifiera par mail l'état d'acompte issu de SIS marchés, accompagné des pièces jointes (projet de décompte signé, constat contradictoire, situation, etc...). Cet état d'acompte et ses pièces jointes composeront la demande de paiement du titulaire.

La demande de paiement sera déposée sur le portail CHORUS PRO (code service = TECH) accompagnée d'une facture datée et comportant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le numéro et la date du contrat et de chaque avenant, ainsi que le numéro d'engagement juridique ;
- les nom, n° Siret et adresse du créancier ;
- le numéro de son compte bancaire tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- la date d'exécution des prestations ;
- la référence à l'état d'acompte ;

Si, lors de l'établissement de l'état d'acompte, les index de référence ne sont pas tous connus, cet effet est déterminé provisoirement à l'aide des derniers coefficients calculés et il est fait mention de cette circonstance dans l'état d'acompte.

6-3-2-Délais de paiement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours conformément à l'article R2192-10 du code de la commande publique à compter du dépôt de la demande de paiement sur chorus pro sous le code service TECH.

6-3-3-Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus selon les dispositions de l'article L2192-13 du Code de la commande publique et du décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement.

Conformément au Décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif aux retards de paiement dans les contrats de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points.

6-4-PERIODICITE DES PAIEMENTS

Les paiements interviennent à l'issue de la réception des prestations, ou mensuellement après constatation des prestations lorsque la prestation s'étale sur plusieurs mois.

6-5-AVANCE

Conformément à l'article R.2191-3 du CCP, une avance de 20% est possible pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000,00 € hors taxes et d'un délai d'exécution supérieur à deux mois.

Son montant n'est pas actualisable.

Si l'entreprise, le groupement veut en faire usage ou le sous-traitant, il devra obligatoirement fournir un cautionnement bancaire qui devra revêtir la forme d'une caution de restitution d'avance.

Elle n'est due que sur la base du montant des bons de commande émis diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Le délai de paiement de cette avance court à partir de la notification du bon de commande.

L'avance est remboursée dans les conditions prévues à l'article R. 2191-11 et R. 2191.12 du CCP.

Article 7 - Conditions d'exécution des prestations

Les stipulations figurent dans l'annexe technique.

Article 8 - Constatation de l'exécution et garantie

8-1-OPERATIONS DE VERIFICATIONS-DECISIONS APRES VERIFICATIONS

L'entrepreneur et le maître d'œuvre établiront contradictoirement des constats d'avancement de la fabrication de la Grave, établis à la vue de mesures in situ et des résultats des contrôles internes et externes.

Le constat final sera établi à la vue des cubatures mesurées par géomètre, à la charge du titulaire et des essais d'identification des granulats.

A la vue des constats signés contradictoirement, l'entrepreneur pourra déclencher la procédure de paiement détaillé à l'article 6.

Pour le reste notamment les modalités de paiement du solde, l'article 11 du FCS s'applique.

Article 9 – Obligations relatives à la protection des données à caractère personnel

Le maître d'ouvrage et le titulaire s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement Européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le règlement européen sur la protection des données »).

A ce titre,

Le maître d'ouvrage demande que les CV, références professionnelles et autres informations nécessaires à l'étude et analyse des offres comportent le minimum d'information personnelle.

Il est donc proscrit de mettre :

- Des photos d'identités,
- L'âge des personnes,
- Des références à la vie familiale ou privée,

Les personnes habilitées à utiliser et manipuler ces données sont les personnes nommées à l'article 8 du présent document. Ces données seront utilisées uniquement pour la réalisation du rapport d'analyse des offres.

Une fois le marché notifié :

- Les informations des candidats non retenus seront stockées et archivées suivant les règles de conservation en la matière.
- Les informations du titulaire deviendront si besoin contractuelle et seront utilisées durant toute la vie du marché. Une fois le marché clos, ces informations seront stockées et archivées suivant les règles de conservation en la matière.

Le maître d'ouvrage s'engage à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données.

A ce titre, le maître d'ouvrage communique le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données. Elle est :

Madame Clémentine JOHANES : Email : c.johanes@portdeguyane.fr

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte du Grand Port Maritime de la Guyane, responsable de traitement, les données à caractère personnel nécessaires pour la réalisation des prestations qui font l'objet du présent contrat. Le titulaire s'engage à traiter les données uniquement pour les seules finalités qui font l'objet du contrat.

Le titulaire doit prendre toutes les précautions utiles pour préserver la sécurité des données personnelles. Il doit notamment s'assurer qu'un mécanisme de gestion des habilitations régulièrement mis à jour permet de garantir que seules les personnes habilitées peuvent accéder aux données nécessaires à la réalisation de leurs missions. Il doit mettre en oeuvre les moyens permettant de garantir l'intégrité et la disponibilité constantes des systèmes et des services de traitement ainsi que les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique.

Le titulaire doit aider l'acheteur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données. Le titulaire communique à l'acheteur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Le titulaire déclare tenir un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur comprenant une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles.

Dans le cas où le titulaire fait appel à un sous-traitant, le sous-traitant est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions de l'acheteur. Il appartient au titulaire de s'assurer que le sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en oeuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données. Si le sous-traitant ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le titulaire demeure pleinement responsable devant l'acheteur de l'exécution de ses obligations.

Au terme du contrat le titulaire s'engage à détruire toutes les données à caractère personnel.

Article 10- Litiges et contentieux

En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent CCAP, le tribunal compétent est le tribunal administratif de Cayenne :

Tribunal Administratif de la Guyane

7, rue Schoelcher

B.P. 5030

97305 Cayenne Cedex

Tel. 05 94 25 49 70 / Télécopie : 05 94 25 49 71 / greffe.ta-cayenne@juradm.fr

Article 11 - Résiliation de l'accord-cadre

Les dispositions de l'article 34 du CCAG FCS s'appliquent.